



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
COMMUN AUX DEUX LOTS**

**UCANSS\_24 AC 41**

**ACQUISITION DE TITRES RESTAURANT POUR LES ORGANISMES  
DE SÉCURITÉ SOCIALE**

**LOT N°1 : Acquisition de titres restaurant 100 % dématérialisés**

**LOT N°2 : Acquisition de titres restaurant « papier » et mixte (papier  
et dématérialisés)**

## TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES .....	5
1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur .....	5
1.2. Parties contractantes.....	5
1.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires .....	5
ARTICLE 2 - DÉFINITIONS.....	6
ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET CADRE JURIDIQUE.....	6
ARTICLE 4 - OBJET, ALLOTISSEMENT, FORME, DURÉE ET FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE DU MARCHÉ.....	6
4.1. Objet du marché et allotissement .....	6
4.2. Forme de chaque accord-cadre (lot).....	7
4.3. Durée de chaque accord-cadre (lot) .....	7
4.4. Fonctionnement du dispositif juridique.....	8
ARTICLE 5 - OBJET, FORME, DURÉE, DÉPLOIEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS, OBLIGATIONS DES ORGANISMES .....	8
5.1. Objet des marchés subséquents .....	8
5.2. Forme des marchés subséquents .....	8
5.3. Durée des marchés subséquents .....	9
5.4. Déploiement des marchés subséquents.....	9
5.5. Obligations des organismes .....	9
ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE CHAQUE ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	10
6.1. Pour chaque accord-cadre .....	10
6.2. Pour les marchés subséquents .....	10
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'ÉMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE .....	11
7.1. Modalités d'émission des bons de commande .....	11
7.2. Contenu des bons de commande.....	11
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS .....	12
8.1. Modalités de commandes avec livraison des titres restaurant .....	12
8.2. Modalités de commande avec livraison des titres restaurant « papier » au domicile des agents (LOT N°2).....	13
8.3. Modalités de commande des cartes de titres restaurant dématérialisés .....	13
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE LIVRAISON DES TITRES RESTAURANT « PAPIER » ET DE CHARGEMENT POUR LES TITRES RESTAURANT DÉMATÉRIALISÉS .....	13
9.1. Conditionnement de livraison des titres restaurant « papier ».....	13
9.2. Lieux de livraison des titres restaurant « papier ».....	14
9.3. Frais de livraison des titres restaurant « papier » .....	14
9.4. Réception et habilitations de la livraison des titres restaurant « papier » .....	14
9.5. Bordereau relatif à la livraison des titres restaurant « papier » .....	14
9.6. Chargement des cartes pour les titres restaurant dématérialisés .....	15
ARTICLE 10 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	15
10.1. Vérification de la commande des titres restaurant « papier ».....	15
10.2. Vérification de la commande des titres restaurant dématérialisés.....	15
ARTICLE 11 - LES PRIX.....	16
11.1. Forme et contenu des prix.....	16
11.2. Rétrocession financière .....	16
11.3. Révision des prix .....	17
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	18
12.1. Échéancier des paiements .....	18
12.2. Présentation des factures.....	18
12.3. Modalités de transmission des factures par Chorus Pro .....	19

12.4. Paiement par carte achat .....	19
12.5. Délai de paiement et intérêts moratoires .....	20
ARTICLE 13 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRES .....	20
13.1. Retenue de garantie .....	21
13.2. Avance .....	21
13.3. Acompte .....	21
ARTICLE 14 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES .....	21
ARTICLE 15 - STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	21
SECTION 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE .....	22
16.1. Pour les prestations de fournitures .....	22
16.2. Pour les prestations de services .....	22
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	25
ARTICLE 18 - PUBLICITÉ DES TITRES RESTAURANT « PAPIER » .....	25
ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ .....	26
ARTICLE 20 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES - MESURES DE SÉCURITÉ .....	26
ARTICLE 21 - PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET PERFORMANCE SOCIALE .....	30
21.1. Performance environnementale .....	30
21.2. Performance sociale .....	31
ARTICLE 22 - MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	35
ARTICLE 23 - DÉFAILLANCE DU TITULAIRE .....	35
ARTICLE 24 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	36
24.1. Dispositions générales .....	36
24.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	36
24.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	36
ARTICLE 25 - DEVOIR DE CONSEIL .....	37
ARTICLE 26 - ASSURANCE .....	37
ARTICLE 27 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE .....	37
ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ .....	38
SECTION 29 - PRESTATIONS SIMILAIRES .....	39
ARTICLE 30 - PÉNALITÉS .....	39
30.1. Pénalités de retard applicables par l'UCANSS .....	39
30.2. Pénalités de retard applicables par l'organisme bénéficiaire .....	40
30.3. Pénalités spécifiques .....	40
30.4. Pénalités pour travail dissimulé .....	41
30.5. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique .....	41
30.6. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles .....	41
30.7. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données statistiques .....	41
ARTICLE 31 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....	41
31.1. Résiliation aux torts du Titulaire .....	42
31.2. Résiliation de l'accord-cadre dans le cas de circonstances particulières .....	42
31.3. Résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés d'exécution .....	43
31.4. Résiliation en cas de redressement ou liquidation judiciaire .....	43
31.5. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	43
31.6. Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents .....	43
ARTICLE 32 - RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT .....	44
32.1. Résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire .....	44
32.2. Résiliation du marché subséquent dans le cas de circonstances particulières .....	44
32.3. Résiliation du marché subséquent en cas de difficultés d'exécution .....	44
32.4. Résiliation du marché subséquent pour un motif d'intérêt général .....	44

ARTICLE 33 - DOCUMENTATIONS .....	44
ARTICLE 34 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	45
ARTICLE 35 - LITIGES .....	45
ARTICLE 36 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.....	45

## **ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES**

### **1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur**

Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)  
Représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou en son absence ou empêchement le Directeur délégué Monsieur Jean-Charles GILLET.

Domiciliation :  
6 rue Elsa Triolet  
93100 MONTREUIL

Profil acheteur : <https://marches-publics.gouv.fr>

### **1.2. Parties contractantes**

Les parties contractantes de chaque accord-cadre (lot) sont :

- l'UCANSS, représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN ou en son absence ou empêchement le Directeur délégué Monsieur Jean-Charles GILLET.

L'UCANSS assure la passation de l'accord-cadre, est signataire de celui-ci et est en charge du pilotage et du suivi des prestations pour le compte des organismes bénéficiaires ;

- l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire » ou « le Prestataire ».

Dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, les parties contractantes seront :

- d'une part : les organismes de Sécurité sociale ou les Caisses Nationales signataires des marchés subséquents, désignés par l'expression « organisme », représentés par leurs Directeurs respectifs, émetteurs des bons de commande ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

Dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire.

### **1.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires**

Les organismes bénéficiaires sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale.

Le présent marché est un marché national interbranches et inter-régimes de la Sécurité sociale. Il concerne l'ensemble des organismes en France Métropolitaine, Corse comprise, Départements et régions d'outre-mer (DROM) listés à l'article 1.2 du C.C.T.P.

## **ARTICLE 2 - DÉFINITIONS**

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « **Accord-cadre mono-attributaire** » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée ;
- « **Marchés subséquents** » : marchés passés par les organismes bénéficiaires sur le fondement de l'accord-cadre ;
- « **Organisme bénéficiaire** » : l'organisme de Sécurité sociale qui conclut et exécute un marché subséquent en application de l'accord-cadre concerné ;
- « **Ordonnateur** » : personne physique au sein des organismes de Sécurité sociale qui émet les bons de commande ;
- « **Titulaire** » : désigne l'opérateur économique qui, au terme de la procédure d'appel d'offres, est devenu attributaire de l'accord-cadre. Il conclut l'accord-cadre avec l'UCANSS et conclut le marché subséquent avec l'organisme bénéficiaire.

## **ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET CADRE JURIDIQUE**

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut ces accords-cadres en application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

## **ARTICLE 4 - OBJET, ALLOTISSEMENT, FORME, DURÉE ET FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE DU MARCHÉ**

### **4.1. Objet du marché et allotissement**

Le marché a pour objet l'acquisition de titres restaurant pour les organismes de Sécurité sociale.

En application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, les prestations sont décomposées en deux lots distincts :

- Lot n°1 : acquisition de titres restaurant 100 % dématérialisés ;
- Lot n°2 : acquisition de titres restaurant « papier » et mixte (« papier » et dématérialisés).

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

L'attribution s'effectuera lot par lot. Chaque candidat peut soumissionner pour un lot ou les deux lots. Un candidat peut être retenu pour un lot ou les deux lots.

Les spécifications des prestations attendues sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun aux deux lots.

#### **4.2. Forme de chaque accord-cadre (lot)**

Chaque accord-cadre (lot) est mono attributaire.

Les deux accords-cadres sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum global fixé à 1 200 000 000 euros (valeur faciale des titres restaurant) sur leur durée totale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant maximum de chaque accord-cadre (lot) sur leur durée totale (reconductions comprises), est le suivant :

- Lot n°1 : 960 000 000 euros (valeur faciale des titres restaurant) ;
- Lot n°2 : 240 000 000 euros (valeur faciale des titres restaurant).

Chaque accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents au sens de l'article R. 2162-2 alinéa 1 du Code de la commande publique.

Chaque marché subséquent est mono attributaire. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximum sera indiqué dans le marché subséquent lors de la survenance du besoin.

Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents prendront la forme d'accords-cadres fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et exécutés au moyen de bons de commande émis par chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les organismes bénéficiaires émettent des bons de commande auprès du Titulaire au fur et à mesure de leurs besoins et selon les modalités d'émission des bons de commande définies.

Chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire est chargé, quant à lui, d'exécuter les marchés subséquents pour ce qui le concerne. Il réceptionnera directement la facture du Titulaire du marché subséquent et procédera au règlement de celle-ci directement auprès du Titulaire.

#### **4.3. Durée de chaque accord-cadre (lot)**

Chaque accord-cadre est conclu pour une période ferme de deux (2) ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025, ou à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au Titulaire, si celle-ci est postérieure au 1<sup>er</sup> octobre 2025.

Chaque accord-cadre (lot) est reconductible tacitement deux (2) fois pour une nouvelle période d'un (1) an.

La durée maximale de chaque accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

Si l'UCANSS décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

#### **4.4. Fonctionnement du dispositif juridique**

Le fonctionnement juridique du dispositif est le suivant :

- dans une première phase, la procédure consiste en la sélection d'un attributaire pour chaque accord-cadre (lot). Cette première phase sera effectuée par l'UCANSS, qui en tant que centrale d'achat, assure la passation et la conclusion de chaque accord-cadre avec le Titulaire ;
- dans une deuxième phase, chaque accord-cadre s'exécutera par la conclusion de marchés subséquents par les organismes bénéficiaires avec le Titulaire de l'accord-cadre concerné. Chaque organisme bénéficiaire notifiera le marché subséquent au Titulaire de l'accord-cadre concerné. Les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées ;
- dans une troisième phase, par l'émission de bons de commande par les organismes bénéficiaires auprès du Titulaire selon les modalités définies dans chaque marché subséquent.

### **ARTICLE 5 - OBJET, FORME, DURÉE, DÉPLOIEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS, OBLIGATIONS DES ORGANISMES**

#### **5.1. Objet des marchés subséquents**

L'objet des marchés subséquents ne saurait être différent de celui de l'accord-cadre. Les différentes prestations pouvant être demandées dans le cadre des marchés subséquents sont décrites dans l'accord-cadre.

Le contexte général et les exigences fonctionnelles propres à l'exécution des marchés subséquents seront définis dans le C.C.T.P.

Les compléments aux caractéristiques de l'offre apportés dans les marchés subséquents ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement les termes initialement prévus dans l'accord-cadre.

#### **5.2. Forme des marchés subséquents**

L'accord-cadre sera décliné en marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Les organismes de la Sécurité sociale (Caisse Nationale ou organisme local) signeront avec le Titulaire, un marché subséquent conclu sur le fondement de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent est mono attributaire. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximum sera indiqué dans le marché subséquent lors de survenance du besoin.



Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents prendront la forme d'accords-cadres fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et seront exécutés au moyen de bons de commande émis par chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire est chargé d'exécuter les marchés subséquents pour ce qui le concerne. Il réceptionnera directement la facture du Titulaire du marché subséquent et procédera au règlement de celle-ci directement auprès du Titulaire.

### **5.3. Durée des marchés subséquents**

Après notification par l'UCANSS de l'accord-cadre, chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire peut conclure avec le Titulaire un marché subséquent.

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification matérialisée par la date de réception de la copie du marché subséquent adressée au Titulaire.

Le délai d'exécution sera défini dans les marchés subséquents, leur durée d'exécution ne pourra pas excéder la date limite de validité de l'accord-cadre.

### **5.4. Déploiement des marchés subséquents**

La conclusion des marchés subséquents se fera de manière progressive et s'étendra sur la durée de l'accord-cadre. L'UCANSS ne connaît pas à ce jour le nombre exact d'organismes susceptibles de passer des marchés subséquents.

Il est à noter que les marchés subséquents sont contractualisés par les organismes bénéficiaires selon la nature juridique de l'organisme :

- les établissements publics de la Sécurité sociale (Caisses nationales...) contractualisent en étant soumis aux dispositions réglementaires et législatives du Code de la commande publique ;
- les établissements privés de la Sécurité sociale (organismes locaux, régimes spéciaux ...) contractualisent en étant soumis aux dispositions réglementaires et législatives du Code de la commande publique et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

En conséquence, deux marchés subséquents types peuvent être émis selon qu'il s'agit d'un organisme de droit privé ou d'un organisme de droit public. Les deux types de marchés subséquents sont présentés en annexes du présent C.C.A.P.

### **5.5. Obligations des organismes**

Chaque organisme bénéficiaire s'engage à respecter la législation en vigueur concernant les titres restaurant notamment au regard du pourcentage de la participation patronale (comprise entre 50 % à 60 % de la valeur nominale des titres restaurant commandés) et du montant de l'exonération des cotisations de Sécurité sociale.

## **ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE CHAQUE ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces contractuelles de chaque accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### **6.1. Pour chaque accord-cadre**

- l'ATTRI1 (acte d'engagement) du Titulaire ;
- le Bordereau de prix unitaires (BPU) du Titulaire, annexe 1 de l'ATTRI1, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun aux deux lots et son annexe relative au recensement des données facturées par les fournisseurs, dont les exemplaires conservés par l'UCANSS font seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux deux lots, dont l'exemplaire conservés par l'UCANSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties) ;
- l'offre technique du Titulaire (CRT), annexe 2 de l'ATTRI1 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance.

### **6.2. Pour les marchés subséquents**

- l'ATTRI1 du Titulaire (ATTRI1 remis par le Titulaire au stade de l'accord-cadre concerné) ;
- le Bordereau de prix unitaires (BPU) du Titulaire, annexe 1 de l'ATTRI1 ;
- les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre concerné ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun aux deux lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux deux lots ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties) ;
- l'offre du Titulaire de chaque accord-cadre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre concerné.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Si le Titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ce dernier qui seules font foi.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS D'ÉMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE**

### **7.1. Modalités d'émission des bons de commande**

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'organisme. Ils sont adressés au Titulaire par le représentant habilité de l'organisme.

Les bons de commandes courent à compter de la date de leur notification correspondant à la date de réception par le Titulaire du bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis dans le respect des délais doit être honorée même si le terme du marché est dépassé. Le délai d'exécution du bon de commande ne doit pas dépasser trois mois après la date d'expiration de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Aucun bon de commande ne pourra être passé après la date de fin de validité de l'accord-cadre et par voie de conséquence des marchés subséquents.

L'UCANSS ne prend aucun engagement quant à la fréquence et à l'importance des bons de commande qui seront émis, le Titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

### **7.2. Contenu des bons de commande**

Les bons de commande émis par l'ordonnateur de chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire comporteront notamment les mentions suivantes :

- le nom, le numéro de SIRET et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro de référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- l'organisme bénéficiaire ;
- le cas échéant, concernant le lot n°2, le choix du support entre les titres restaurant « papier » et les titres restaurant dématérialisés avec mention de leur part respective ;
- les quantités de titres restaurant à livrer (volume par agent bénéficiaire) en distinguant les titres pré-identifiés et non pré-identifiés ;
- la valeur faciale des titres restaurant ;
- l'adresse de livraison ;
- les nom et prénom de la personne habilitée à réceptionner les chèquiers ;
- le numéro de service ;
- le numéro d'agent bénéficiaire ;
- les nom et prénom de l'agent bénéficiaire ;
- le détail des titres restaurant à livrer (nombre de titres par agent bénéficiaire) ;
- les modalités de facturation ;

- les commentaires éventuels ;
- le montant total du bon de commande.

La date de transmission du bon de commande est fonction du planning de paie des organismes.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la date et heure de réception du bon de commande pour émettre toutes observations à l'organisme émetteur du bon de commande.

## **ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

### **8.1. Modalités de commandes avec livraison des titres restaurant**

Chaque organisme membre du groupement a une organisation qui lui est propre notamment en termes de fréquence et de facturation.

Le calcul de la dotation mensuelle en titres restaurant de chaque agent bénéficiaire est fait chaque mois par le système d'information des ressources humaines des organismes bénéficiaires de l'accord-cadre, qui procède au calcul de la paie.

Chaque agent peut recevoir un titre restaurant pour chaque jour ouvré travaillé à condition que le repas soit compris dans son horaire de travail journalier et que le salarié ne bénéficie d'aucune autre prestation de même nature.

La commande des titres restaurant s'effectue chaque mois par transmission au Titulaire des données correspondantes via un fichier. Ce fichier contient le nombre de titres à émettre pour chaque agent concerné, pour le mois correspondant. Le Titulaire émet le nombre de titres en fonction des quantités commandées pour chaque salarié.

Ces modalités de transmission de commande sont les modalités actuelles (principalement par email avec accusé de réception. Le bon de commande sera alors joint en format PDF, XLS, TXT, ou par fichier issu de l'appliquet national GRH (le prestataire s'engageant à mettre en œuvre les moyens de prendre en compte ces télétransmissions même en cas de changement d'appliquet).

Les modifications éventuelles dans les moyens de transmission des commandes (par exemple commandes via une interface informatique ou un site Internet mis à disposition par le Titulaire) ne donneront pas lieu à facturation par le Titulaire.

Les modalités d'exécution des commandes devront faire l'objet de tests préalables à la signature des marchés subséquents selon les différents modèles de commandes des organismes de Sécurité sociale.

Les quantités précisées dans le présent marché sont estimatives. Elles n'engagent en aucun cas l'UCANSS et les organismes contractants.

L'UCANSS se réserve le droit de faire bénéficier à d'autres organismes de la Sécurité sociale non répertoriés à ce jour, des termes conclus sur la base de l'accord-cadre pour la passation des marchés subséquents.

## **8.2. Modalités de commande avec livraison des titres restaurant « papier » au domicile des agents (LOT N°2)**

Concernant le lot n°2, certains organismes optent pour une livraison des titres restaurant au domicile des agents, selon les modalités de sécurisation des livraisons pour lesquelles le Titulaire s'est engagé dans son offre.

Les conditions générales de vente de LA POSTE précisent que la lettre avec option de valeur déclarée est adaptée à l'envoi de titres restaurant. Si le Titulaire envisage de recourir aux services de LA POSTE, l'envoi en valeur déclarée est à privilégier.

En complément des éléments donnés à l'article 8.1, le fichier de transmission comprendra l'adresse des agents concernés par la livraison à domicile.

La livraison des titres restaurant « papier » au domicile des agents bénéficiaires se fera avec un accusé de réception.

Une présentation du pli au domicile des agents concernés devra être faite au maximum dans les 3 jours ouvrés suivant la réception du bon de commande par le Titulaire.

Le Titulaire doit proposer une solution de vérification du service fait au regard de la bonne réception des titres restaurant par les agents.

## **8.3. Modalités de commande des cartes de titres restaurant dématérialisés**

Dès que l'organisme contractant choisit la dématérialisation complète ou partielle des titres restaurant, le Titulaire procède à la fabrication des cartes pour l'ensemble des agents bénéficiaires.

Il appartient à l'organisme de choisir le mode de livraison des cartes soit :

- au domicile de l'agent bénéficiaire ;
- en une seule livraison au siège de l'organisme. La distribution des cartes est alors à la charge de l'organisme contractant.

## **ARTICLE 9 - MODALITÉS DE LIVRAISON DES TITRES RESTAURANT « PAPIER » ET DE CHARGEMENT POUR LES TITRES RESTAURANT DÉMATÉRIALISÉS**

### **9.1. Conditionnement de livraison des titres restaurant « papier »**

Les chéquiers commandés seront livrés sous forme de plis scellés inviolables. Les chéquiers et les bordereaux d'émargement seront classés par service et par ordre alphabétique des agents bénéficiaires selon les indications du fichier transmis.

La table des services, pour report des libellés sur les bordereaux d'émargement, est fournie préalablement à la première commande et se présente sur support « papier » avec :

- code service : 3 à 5 premiers caractères ;
- libellé : 20 caractères.

La modification des codes services est prise en compte par le Titulaire à partir d'un courriel envoyé par l'organisme contractant, au plus tard la veille du traitement de la commande.

Les chéquiers doivent être livrés dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la réception du bon de commande par le Titulaire en France métropolitaine et de 3 jours ouvrés pour les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM) (dérogation aux articles 3.2.1 et 13.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S.).

### 9.2. Lieux de livraison des titres restaurant « papier »

Les livraisons de chéquiers s'effectuent suivant le détail du bon de commande.

Les points de livraison peuvent évoluer au cours du marché sans entraîner de modification tarifaire de la part du Titulaire.

### 9.3. Frais de livraison des titres restaurant « papier »

A l'exception de l'envoi des titres restaurant au domicile des agents bénéficiaires dont les frais d'expédition seront pris en charge par l'organisme bénéficiaire, les livraisons des chéquiers commandés dans les délais s'effectuent franco de port et d'emballage. Elles devront se faire par tout moyen permettant de sécuriser l'acheminement des titres restaurant aux horaires d'ouverture des locaux des organismes.

### 9.4. Réception et habilitations de la livraison des titres restaurant « papier »

Les noms et coordonnées des agents habilités par l'agence comptable à recevoir les chéquiers seront communiqués au Titulaire lors de la mise en place du marché. Les chéquiers doivent être livrés, et remis en main propre aux agents habilités à les recevoir, sur le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande. Le Titulaire du marché doit veiller à contrôler de façon systématique l'identité de la personne délégataire du Directeur Comptable et Financier (agent habilité) auquel sont remis les titres restaurant.

**En aucun cas le Titulaire ne pourra remettre les titres à une personne non autorisée par le Directeur Comptable et Financier des organismes, ni déposer les valeurs en l'absence du délégataire du Directeur Comptable et Financier.**

Tout dommage résultant de l'insuffisance et de la défectuosité de l'emballage seront à la charge du Titulaire qui devra veiller à ce que celui-ci assure une protection parfaite des titres.

### 9.5. Bordereau relatif à la livraison des titres restaurant « papier »

Les titres restaurant sont accompagnés :

- de listing d'émargement par service et par agent (ordre alphabétique) et d'un bulletin de livraison indiquant :
- pour les titres pré-identifiés :
  - le numéro des agents bénéficiaires ;
  - les nom et prénom des agents bénéficiaires ;
  - le nombre et les numéros des titres émis par agent bénéficiaire ;
    - La répartition le cas échéant entre les titres restaurant « papier » et les titres restaurant dématérialisés (nombre et montant) afin de vérifier la couverture du droit à titres restaurant mensuel ;
    - La modalité de livraison choisie (siège social de l'organisme, sites extérieurs ou domicile) ;

- la date de livraison ;
- la part employé-employeur ;
- pour les titres non pré-identifiés :
  - le nombre et les numéros des titres émis ;
  - la date de livraison ;
  - la part employé-employeur.
- d'un bulletin de livraison récapitulatif des commandes indiquant :
  - le nombre total de carnets ;
  - le nombre de titres restaurant correspondants ;
  - la valeur totale des titres restaurant.

Les livraisons seront constatées par le Directeur Comptable et Financier assignataire, ou un de ses délégués en fonction du ou des lieux de livraison fixés sur la commande, par la signature d'un bon de livraison. Un double du bon de livraison sera remis à l'agent habilité à recevoir les chèquiers.

#### **9.6. Chargement des cartes pour les titres restaurant dématérialisés**

Après réception de la commande par le Titulaire, celui-ci s'engage à charger les cartes des agents bénéficiaires selon la répartition de titres souhaitée, via un SI sécurisé.

Le chargement des cartes se réalise conformément au calendrier établi avec le Titulaire.

### **ARTICLE 10 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

#### **10.1. Vérification de la commande des titres restaurant « papier »**

Une vérification à la fois qualitative et quantitative sera effectuée par les organismes dans les deux jours ouvrés qui suivent la livraison.

- Si la quantité livrée n'est pas conforme, le Titulaire dispose d'un délai de deux jours ouvrés pour la France Métropolitaine et trois jours ouvrés pour les DROM après la vérification pour selon le cas :
  - reprendre l'excédent fourni ;
  - compléter la livraison.
- Si la qualité des titres restaurant livrés n'est pas conforme aux dispositions du C.C.T.P, le Titulaire dispose de deux jours ouvrés pour la France Métropolitaine et trois jours ouvrés pour les DROM pour reprendre les titres défectueux et livrer des titres conformes.

Les délais de deux ou trois jours ouvrés sus visés courent à partir de la demande de l'organisme concerné en dérogation de l'article 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### **10.2. Vérification de la commande des titres restaurant dématérialisés**

Pour le lot n°2, dès le chargement des cartes, le Titulaire communique à l'organisme la liste des agents bénéficiaires ayant opté pour une dématérialisation totale de leurs droits à titres restaurant. Cette liste comprend les noms des agents bénéficiaires, le nombre et le montant

des titres transférés. Pour rappel, la liste des bénéficiaires de titres restaurant dématérialisés ayant choisi le panachage (papier et carte) accompagne la livraison des titres restaurant « papier ».

Une vérification quantitative sera effectuée par les organismes dans les 24 heures qui suivent le chargement des cartes.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, les organismes peuvent demander au Titulaire soit :

- de défalquer l'excédent fourni sur la carte dans un délai de 48 heures ;
- de compléter le chargement dans un délai de 48 heures.

Les délais de 48 heures sus visés courent à partir de la demande de l'organisme concerné en dérogation de l'article 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 11 - LES PRIX**

### **11.1. Forme et contenu des prix**

Les prestations objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires indiqués le Bordereau de prix unitaires de chaque accord-cadre (annexe 1 de l'ATTR1).

Les prix sont précisés en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes les charges et les tous frais impactant directement les prestations à réaliser.

Les frais de livraison sont facturés selon l'offre du Titulaire.

### **11.2. Rétrocession financière**

Le Titulaire de chaque accord-cadre pourra proposer dans son offre de prix un taux de rétrocession financière par titre sur lequel il s'engage pendant la durée de chaque accord-cadre. La rétrocession s'analyse comme l'intéressement des organismes aux produits perçus sur l'exécution des prestations. La rétrocession peut consister en un abandon de recettes publicitaires ou de placements de trésorerie. Elle est calculée en tenant compte du volume annuel des titres restaurant payés. Elle fait l'objet d'un reversement annuel à chaque organisme bénéficiaire lors du premier trimestre de l'année N+1.

En cas d'évolution réglementaire interdisant le principe de rétrocession financière, le Titulaire s'engage, dans le respect de la réglementation applicable, à reverser les sommes initialement prévues au titre de la rétrocession sous forme d'avantages équivalents au bénéfice des utilisateurs finaux (par exemple, réduction des frais ou services additionnels).

Le Titulaire devra fournir, dans ce cas, une proposition détaillée des modalités de mise en œuvre de ces avantages, soumise à l'accord préalable de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.



### 11.3. Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix initiaux de l'accord-cadre sont fermes la première année puis révisibles à la hausse comme à la baisse annuellement, au premier jour du mois de la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

Pour les titres restaurant « papier » :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 (0,50 \frac{S}{S_o} + 0,30 \frac{IPP}{IPP_o} + 0,20 \frac{Fsd1}{Fsd1_o}))$$

Pour les titres restaurant dématérialisés :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 (0,70 \frac{S}{S_o} + 0,30 \frac{Fsd1}{Fsd1_o}))$$

Dans lesquelles  $P_o$  est le prix indiqué au Bordereau des prix unitaires annexé à l'ATTRI1 et est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, (soit le mois  $Mo$ ) :

- au dénominateur figurent les valeurs et les indices correspondant aux paramètres ci-dessous ( $S$ ,  $IPP$  et  $FSD1$ ) à la date de remise des offres, soit le mois  $Mo$  ;
- au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices ( $S$ ,  $IPP$  et  $FSD1$ ) ; ce sont les derniers indices connus et lu à la date de la révision des prix.

**S = indice du coût horaire du travail** - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (Identifiant : 001565183, établi par l'INSEE, sur le site <https://www.indices.insee.fr> - rubrique statistiques et études).

**IPP = indices de prix de production et d'importation dans l'industrie** - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF17.12 - Papier et carton (Identifiant : 010764124, publié sur le site <https://www.indices.insee.fr> - rubrique statistiques et études).

**FSD1 = indice frais et services divers**, indice établi et publié dans Le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur <https://services.lemoniteur.fr> - rubrique indices-index).

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dès que la valeur des indices est connue, l'UCANSS procède à l'application de la formule paramétrique de révision en prenant en compte le dernier indice connu au moment de la révision et transmet le calcul des prix révisés au Titulaire pour validation. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui des révisions. La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Les prix révisés ne sont applicables qu'aux prestations réalisées après la date de révision (elle ne s'applique pas aux prestations en cours).

Les nouvelles annexes financières qui découleront de cette révision se substitueront aux documents précédents sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

## **ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **12.1. Échéancier des paiements**

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement unique à l'admission des prestations.

### **12.2. Présentation des factures**

Le Titulaire adresse sa facture en double exemplaire, un original et un duplicata, conjointement à la livraison ou après le changement de cartes à l'organisme bénéficiaire, au Service mentionné pour chaque organisme adhérent à l'accord-cadre par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception.

Les factures sont transmises selon les modalités précisées par chaque organisme bénéficiaire sur le bon de commande : soit via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro, soit par courrier électronique.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- les BIC et IBAN ;
- le numéro et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- la référence du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- la date d'exécution des prestations : exécution des services ou de livraison de fournitures ;
- les coordonnées de l'organisme bénéficiaire émetteur du bon de commande ;
- concernant les avoirs : indication des agents bénéficiaires ;
- le service destinataire de la facture au sein de l'organisme bénéficiaire ;
- le montant H.T., le taux et le montant de la T.V.A., le montant T.T.C. des prestations réalisées ;
- les modalités de paiement relatives à la date à laquelle le paiement doit intervenir ou le délai de paiement, les taux de pénalités en cas de non-paiement ou de retard de paiement, la mention de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement ;
- la date de facturation.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB original (et ce pour chaque organisme bénéficiaire).

Pour la partie service, les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

### **12.3. Modalités de transmission des factures par Chorus Pro**

Pour une partie des organismes, dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des Titulaires. Le Titulaire est invité à privilégier la transmission électronique des factures par l'intermédiaire du portail Chorus Portail Pro, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour utiliser Chorus Pro, le Titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le Titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
  - déposer ses factures sur le portail ;
  - saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le Titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire émetteur du bon de commande.

### **12.4. Paiement par carte achat**

Processus de commande par carte d'achat :

L'organisme passe sa commande directement auprès du Titulaire grâce à son N° de carte. Le « bien » ou la prestation lui est livré dès que le serveur a donné son accord en fonction des droits de l'utilisateur.

Le Titulaire émet une facture auprès du gestionnaire de factures.

Gestion des flux financiers :

Le gestionnaire de factures alimente le gestionnaire de paiement de l'opérateur financier qui fait une avance sur le compte courant du fournisseur à J+4/5 jours.

Il enregistre en même temps une dette de même montant sur le compte de l'acheteur et lui transmet un relevé des dépenses par cartes d'achat sur une période déterminée convenue à l'avance.

L'acheteur dispose alors d'un temps déterminé pour rejeter les factures qu'il estime non conformes (et en informer le Titulaire). Passé ce délai, les factures sont réputées acceptées et mandatées.

Le Directeur comptable et financier de l'organisme a aussi un temps déterminé pour rejeter les factures qu'il estime non conformes. Passé ce délai, les factures sont réputées acceptées.

Ce système d'achat est également très avantageux pour le fournisseur dans la mesure où ses délais de règlement sont courts (4 à 5 jours).

Une commission est négociée par l'opérateur bancaire directement avec le fournisseur retenu.

Pour tout renseignement sur la carte achat : <http://www.association-apeca.org/apeca/racine/>

#### **12.5. Délai de paiement et intérêts moratoires**

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture, sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme bénéficiaire. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire.

Les paiements se font par virement sur le compte bancaire ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'ATTRI1 (acte d'engagement).

#### **ARTICLE 13 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRES**

### **13.1. Retenue de garantie**

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

### **13.2. Avance**

Sauf renonciation du Titulaire formulée dans l'ATTRI1, une avance lui est versée dès lors que les conditions relatives au montant et à la durée du bon de commande fixées par les articles R. 2191-16 et, par renvoi, R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sont remplies.

Il est alors fait application de l'option A définie à l'article A.11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. Le taux de l'avance est donc de 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande lorsque le Titulaire est une PME, et de 5 % dans les autres cas, conformément à l'article R. 2191-7 du même code.

Les conditions de remboursement sont celles prévues par les articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

### **13.3. Acompte**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution des prestations ouvrent droit à des acomptes. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'organisme de Sécurité sociale.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement dans les conditions définies à l'article 12 du présent C.C.A.P.

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

## **ARTICLE 14 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Les créances nées ou à naître dans le cadre des bons de commande passés sur la base des marchés subséquents peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

## **ARTICLE 15 - STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE**

Par le biais de l'applicatif ACDF, les Titulaires transmettent sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre concerné.

Le(s) Titulaire(s) de chaque accord-cadre devra(ont) ainsi déposer sur l'applicatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de chaque accord-cadre, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1<sup>ère</sup> demande : données du 1<sup>er</sup> semestre (1<sup>er</sup> janvier au 30 juin) ;
- 2<sup>ème</sup> demande : données annuelles (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffre d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'applicatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- vers la mi-août pour le 1<sup>er</sup> semestre ;
- vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'applicatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'applicatif ACDF.

Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé ».

S'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ».

Dans ce dernier cas, le Titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi de chaque accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le(s) Titulaire(s) afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de chaque accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

## **SECTION 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE**

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

### **16.1. Pour les prestations de fournitures**

La sous-traitance en fourniture est interdite.

### **16.2. Pour les prestations de services**

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a - la nature des prestations sous-traitées ;
- b - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e - les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le Titulaire remet à l'UCANSS contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'organisme bénéficiaire, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme bénéficiaire au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme bénéficiaire accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme bénéficiaire.

En cas d'accord, le Titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme bénéficiaire pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.



## **ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

Si l'exécution de l'accord-cadre est confiée à un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire tel qu'identifié à l'ATTRI1 est destinataire de tous les bons de commande, sauf accord exprès du bénéficiaire et du mandataire pour d'autres modalités.

### **⇒ Dispositions applicables aux groupements conjoints**

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Par dérogation à l'article 12.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. chaque membre du groupement est habilité à présenter sa demande de paiement conformément aux stipulations de l'article 12 du présent C.C.A.P.

### **⇒ Dispositions applicables aux groupements solidaires**

Conformément à l'article 12.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le paiement direct de chaque cotraitant peut cependant être effectué par le bénéficiaire, si les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chaque cotraitant sont identifiées dans les dix jours de l'émission du bon de commande. Dans le cas où le mandataire n'effectue pas cette formalité dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, le bénéficiaire considère que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Le cotraitant procède alors à la facturation conformément aux stipulations de l'article 12 du présent C.C.A.P.

### **⇒ Autres dispositions**

Par dérogation à l'article 12.1.4 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le bénéficiaire d'y procéder, le cocontractant, énuméré en première position (hors le mandataire) dans la lettre de candidature indiquée à l'ATTRI1, devient le nouveau mandataire du groupement.

## **ARTICLE 18 - PUBLICITÉ DES TITRES RESTAURANT « PAPIER »**

Les publicités insérées dans les chèquiers (titres papier) devront respecter les principes fondamentaux du code d'éthique de la publicité Française à savoir :

- la légalité ;
- l'honnêteté ;
- la décence ;
- la véracité ;
- la dignité ;
- le respect ;
- le bien-être et la santé.

## **ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ**

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le Titulaire reçoit de la part de chaque organisme un fichier comprenant le nom de chaque agent permettant la pré-identification des titres restaurant.

Les informations nominatives transmises sont strictement confidentielles.

A ce titre, la société s'engage notamment :

- à ne pas utiliser ces informations à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché et à les maintenir confidentielles ;
- à ne pas communiquer ces informations à d'autres personnes morales, privées ou publiques ;
- à respecter le secret des informations traitées et à prendre à cet effet les dispositions nécessaires pour lui-même mais également pour ses partenaires éventuels.

Il convient de souligner que la Titulaire supporte l'entière responsabilité de ces dispositions y compris pour ses partenaires éventuels.

Le Titulaire doit informer également ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le Titulaire pourra être amené à justifier des garanties, quant à la confidentialité des informations traitées (discretion, sécurité), que représentent les traitements qu'il aura mis en place en vue de l'exécution du présent marché.

En cas de manquement à ces impératifs, le marché serait, en application de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., immédiatement résilié aux torts du Titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager le ou les organismes envers le Titulaire fautif.

## **ARTICLE 20 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES - MESURES DE SÉCURITÉ**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;
- la Délibération n° 2020-092 du 17 septembre 2020 portant adoption d'une recommandation proposant des modalités pratiques de mise en conformité en cas de

recours aux « cookies et autres traceurs » et la Délibération n° 2020-091 du 17 septembre 2020 portant adoption de lignes directrices relatives à l'application de l'article 82 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée aux opérations de lecture et écriture dans le terminal d'un utilisateur (notamment aux « cookies et autres traceurs ») et abrogeant la délibération n° 2019-093 du 4 juillet 2019 ;

- la Délibération n° 2024-061 du 18 juillet 2024 portant adoption de la recommandation relative aux applications mobiles ;
- le guide de la sécurité des données de la CNIL, version 2024 ;
- les recommandations de l'ANSSI notamment sur la sécurité d'un site web.

Les Parties reconnaissent que :

- les termes spécifiques employés dans le présent document contractuel le sont tels que définis par le RGPD ;
- les articles suivants se substituent à toute clause applicable en matière de protection des données à caractère personnel pouvant se trouver dans un autre document contractuel liant les Parties pour le même objet. En cas de contradiction, les Parties conviennent expressément que les articles suivants prévalent.

- **Description du ou des traitement(s) des données à caractère personnel**

Le prestataire est autorisé à traiter, pour le compte de l'organisme bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de l'objectif des prestations « titres restaurant » définies dans le CCTP.

Ces données sont ainsi en lien direct avec l'objectif des prestations « titres restaurant » principalement dans le cadre des opérations de support, de livraison, de commande et de réclamation des cartes ou titres restaurants qui peuvent amener le prestataire à prendre connaissance notamment de :

- données d'identification des organismes bénéficiaires (coordonnées professionnelles des personnes gestionnaires des titres restaurant) ;
- données d'identification des agents (nom, prénom, domicile) ;
- données sur le suivi des consommations ;
- données de gestion et de connexion à l'espace utilisateur.

- **Obligation du Prestataire vis-à-vis de l'organisme bénéficiaire**

Dans le cadre du présent marché, le prestataire s'engage à traiter les données uniquement pour les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées.

A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales. En cas d'instructions documentées fournies par l'UCANSS ou l'organisme bénéficiaire, le prestataire s'engage à les respecter.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'UCANSS ou de l'organisme bénéficiaire ou ne permettrait pas au prestataire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions,

le prestataire devra en informer l'UCANSS ou l'organisme bénéficiaire sans délai, et avant de procéder à tout traitement.

Les données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne.

L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles. Le prestataire garantit à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le prestataire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du prestataire dûment autorisé, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le prestataire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le prestataire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du présent contrat, le prestataire doit communiquer à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le prestataire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UCANSS et de l'organisme bénéficiaire comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'UCANSS et de l'organisme bénéficiaire ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

- **Obligations de l'UCANSS et de l'organisme bénéficiaire vis-à-vis du prestataire**

L'UCANSS et l'organisme bénéficiaire s'engagent, en leur qualité de responsable du traitement, à :

- fournir au prestataire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- si existant, fournir les instructions concernant le traitement des données par le Prestataire.

- **Assistance du Prestataire dans le cadre du respect par l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire de ses obligations**

Le prestataire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire dans le cas où à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire mènent, pendant la durée

du contrat, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du RGPD.

Il apportera également assistance à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, le cas échéant.

- **Sécurité des données à caractère personnel**

Le prestataire garantit à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du contrat, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du contrat, le Prestataire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée du contrat, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

Le plan d'assurance sécurité (PAS) sera élaboré conjointement avec le prestataire, que celui s'engage à mettre en œuvre pour l'exécution du marché.

- **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

- **Exercice des droits des personnes**

Le prestataire doit aider à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire à s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Le prestataire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UCANSS et de l'organisme bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

- **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le prestataire notifie à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UCANSS et à l'organisme bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

- **Sous-traitance**

Toute opération de sous-traitance envisagée par le prestataire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du marché.

En outre, dans cette hypothèse, le prestataire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « Protection des données à caractère personnel ». Il appartient au prestataire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le prestataire demeure pleinement responsable devant à l'UCANSS et l'organisme bénéficiaire de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

- **Données à caractère personnel en fin de marche**

Au terme du contrat, quelle qu'en soit la cause, le prestataire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du prestataire. Une fois détruites, le prestataire doit justifier par écrit de la destruction.

- **Documentation et audit**

Le prestataire met à la disposition de l'UCANSS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'UCANSS ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

- **Manquement du prestataire**

En cas de non-respect par le prestataire des obligations visées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'UCANSS pourra décider de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du prestataire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

## **ARTICLE 21 - PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET PERFORMANCE SOCIALE**

### **21.1. Performance environnementale**

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, l'UCANSS souhaite réduire l'impact environnemental des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. À ce titre, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes visant à limiter l'empreinte carbone dans le cadre de l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le Titulaire transmettra annuellement à l'UCANSS :

- les mesures mises en place pour réduire les émissions à effet de serre lors de la fabrication des cartes (matériaux utilisés, etc.) ;
- les modalités mises en œuvre pour la reprise et le recyclage des cartes en fin de vie ;
- les mesures mises en place pour optimiser et décarboner les livraisons (livraison groupée, véhicules à faibles émissions, etc.) ;
- les autres initiatives mises en œuvre afin de réduire l'empreinte carbone dans le cadre de l'exécution des prestations du marché ;
- les mesures mises en place pour favoriser les achats auprès des commerces de proximité et les circuits courts ;

- les dispositifs mis en oeuvre afin d'inciter les bénéficiaires à utiliser leurs titres restaurant auprès d'établissements engagés dans une démarche d'achats responsables (produits locaux, durables, labellisés, etc.) ;
- les outils de suivi et de communication mis en place afin de valoriser et de mesurer l'impact de ces actions.

Ces engagements feront l'objet d'un contrôle annuel par l'UCANSS jusqu'à la date d'échéance du marché.

### 21.2. Performance sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur fait application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité ;*
- *les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;*
- *les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;*
- *les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;*
- *les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;*
- *les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;*
- *les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;*
- *les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.*

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

*Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.*

### ► Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant est obligatoirement réservé aux bénéficiaires de l'action d'insertion :

Lot concerné	Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution de l'accord-cadre concerné :
Lot n°1 : titres 100 % dématérialisés	100 (cent) heures
Lot n°2 : titres mixte papier	100 (cent) heures

Dans le cadre de la mise en œuvre de son obligation d'insertion, l'entreprise peut mutualiser les objectifs d'insertion entre tous les lots dont elle est titulaire.

### ► Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre s'inscrivent entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

#### ✓ 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

*Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

#### ✓ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une Association intermédiaire (AI) ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

#### ✓ 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance



L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion (EI), un Atelier et Chantier d'insertion (ACI) ou une Entreprise adaptée (EA).

### ► **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur met en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Valentin SOUCHARD  
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises  
valentin.souchard@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- informer l'entreprise des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

### ► **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au Titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui est fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris copie valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 30.5 du présent C.C.A.P.

En tout état de cause, le prestataire informe le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce

cas, l'EPEC étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

### **► Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion par l'EPEC**

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations doivent être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum. Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- le Titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du Titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données. Le Titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **ARTICLE 22 - MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du Code de la commande publique.

Un avenant sera mis en œuvre par l'UCANSS. Celui-ci adressée par email au Titulaire et fera l'objet d'une signature des deux parties.

## **ARTICLE 23 - DÉFAILLANCE DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas d'impossibilité pour le Titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, les responsables des commandes pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du Titulaire.

## **ARTICLE 24 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

### **24.1. Dispositions générales**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS et aux organismes bénéficiaires, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'accord-cadre pourra être modifié après transmission des justificatifs par le Titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 8 jours ouvrés à compter de cette réception sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant.

### **24.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **24.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie, d'une part, que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Si le Titulaire méconnaît cette obligation, le pouvoir adjudicateur et les organismes

bénéficiaires ne sauraient être tenus pour responsables des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur et les organismes bénéficiaires n'auraient pas été informés.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 25 - DEVOIR DE CONSEIL**

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde envers l'UCANSS et les organismes bénéficiaires pour ce qui concerne l'ensemble des prestations objet de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit et transmis aux organismes bénéficiaires concernés et à l'UCANSS.

## **ARTICLE 26 - ASSURANCE**

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS.

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager l'UCANSS, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

## **ARTICLE 27 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique » modifié par l'arrêté du 17 mars 2021 ;

- le numéro unique d'identification (SIREN) permettant d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique. Si l'UCANSS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit ;
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## **SECTION 29 - PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'UCANSS se réserve la possibilité de confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le Titulaire s'engage à proposer à l'UCANSS des prestations similaires à des prix n'excédant pas ceux de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 30 - PÉNALITÉS**

Les pénalités peuvent être appliquées dès lorsqu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., des pénalités pourront être appliquées par les organismes bénéficiaires, suivant les modalités définies ci-après

L'application de pénalités est notifiée par l'organisme concerné au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au Titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par le pouvoir adjudicateur.

Le décompte des pénalités est notifié par l'organisme bénéficiaire au Titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme concerné dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités n'exclut pas la possibilité de résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent dans les conditions définies aux articles 31 et 32 du présent C.C.A.P.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

### **30.1. Pénalités de retard applicables par l'UCANSS**

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire en cas de retard dans la remise des reportings semestriels (cf. article 5.5. du C.C.T.P.). Le Titulaire encourt par jour de retard une pénalité forfaitaire de 25 euros par jour calendaire. Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le lendemain du jour indiqué dans le C.C.T.P.

### **30.2. Pénalités de retard applicables par l'organisme bénéficiaire**

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes bénéficiaires au Titulaire, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :

- en cas de retard de livraison des cartes (cf. article 2.2.2. du C.C.T.P., délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la date de la commande) : pénalité forfaitaire de 200 euros par jour de retard ;
- en cas de retard de livraison des titres restaurant papier (cf. article 3.2.3.1 du C.C.T.P., délai maximum 2 jours ouvrés en France métropolitaine (y compris la Corse) et 3 jours ouvrés pour les DROM à compter de la date de la commande) : pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard ;
- en cas de retard de chargement des titres restaurants (cf. article 3.2.3.2. du C.C.T.P., délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la validation de la commande) : pénalité forfaitaire de 150 euros par jour de retard ;
- en cas de retard de remplacement des titres restaurant (cf. article 3.2.3.2 du C.C.T.P. en cas de carte défectueuse, de vol ou de perte, le Titulaire garantit le remplacement de la carte et de son contenu sous 5 jours ouvrés maximum à compter de la déclaration) : pénalité forfaitaire de 150 euros par jour de retard ;
- en cas de retard dans le traitement d'une réclamation (cf. article 3.2.4 du C.C.T.P., délai de 3 jours ouvrés maximum) : pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard ;
- en cas de dépassement des délais contractuels mentionnés à l'article 9.1 du présent C.C.A.P. : pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., ces pénalités sont dues dès le premier euro et seront retenues lors du paiement des prestations du mois suivant la date de constatation du retard.

### **30.3. Pénalités spécifiques**

Des pénalités spécifiques peuvent être infligées par les organismes bénéficiaires au Titulaire, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :

- en cas de non-conformité sur les quantités à livrer et sur les adresses de livraison mentionnées au bon de commande : pénalité forfaitaire de 15 euros par bon de commande ;
- pénalités pour absence de réponse aux demandes de l'organisme : pénalité forfaitaire de 15 euros par manquement constaté ;
- en cas d'absence de détail sur les factures et avoirs comme indiqués à l'article 12 du C.C.A.P. : pénalité forfaitaire de 15 euros par manquement constaté.



### **30.4. Pénalités pour travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 euros.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### **30.5. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 140 euros :

- par heure d'insertion non réalisée conformément à l'engagement pris dans le cadre du critère de performance relatif au « nombre d'heures d'insertion supplémentaire à réaliser par des personnels en parcours d'insertion socio-professionnelle » ;
- par heure d'insertion non réalisée conformément à l'engagement pris dans le cadre de l'article 21 du C.C.A.P.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour ouvrés de retard.

### **30.6. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles**

Par application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

### **30.7. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données statistiques**

En cas de retard dans la transmission des tableaux statistiques décrits à l'article 15 du présent C.C.A.P., le Titulaire encourt, une pénalité, dès le lendemain du jour où le délai imparti est expiré.

Le délai imparti est précisé dans chaque demande, soit environ 20 jours maximum après l'envoi du fichier à compléter.

Cette pénalité forfaitaire s'élève à 100 euros par jour calendaire de retard.

## **ARTICLE 31 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

Sous réserve de l'application des articles du présent C.C.A.P., les conditions et les modalités de résiliation applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **31.1. Résiliation aux torts du Titulaire**

Outre les cas prévus à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, pour faute du Titulaire en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 19 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 20 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 24 du présent C.C.A.P. ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, l'UCANSS exige la réalisation de toutes les prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre en cours d'exécution et la remise des livrables y afférents ainsi que la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par l'UCANSS et les organismes bénéficiaires durant l'exécution de l'accord-cadre et dont il est le dépositaire.

L'UCANSS peut également faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre de l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le C.C.T.P., par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

### **31.2. Résiliation de l'accord-cadre dans le cas de circonstances particulières**

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire,

sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire). Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

### **31.3. Résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés d'exécution**

En application de l'article 40.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'UCANSS peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par l'UCANSS si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

### **31.4. Résiliation en cas de redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UCANSS par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### **31.5. Résiliation pour motif d'intérêt général**

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **31.6. Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents**

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du ou des marché(s) subséquent(s) en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

## **ARTICLE 32 - RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT**

Le représentant du pouvoir adjudicateur de l'organisme bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché subséquent avant l'achèvement de celles-ci.

### **32.1. Résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire**

Cette résiliation s'effectue dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire du marché subséquent. La résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnisation.

### **32.2. Résiliation du marché subséquent dans le cas de circonstances particulières**

Il s'agit de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire). Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

### **32.3. Résiliation du marché subséquent en cas de difficultés d'exécution**

En application de l'article 40.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'organisme bénéficiaire peut prononcer la résiliation du marché subséquent en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par l'organisme bénéficiaire si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché subséquent du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché subséquent est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

### **32.4. Résiliation du marché subséquent pour un motif d'intérêt général**

La résiliation du marché subséquent peut être prononcée pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché subséquent. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 33 - DOCUMENTATIONS**

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par l'organisme bénéficiaire.

## **ARTICLE 34 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE**

La loi française est seule applicable à l'accord-cadre.

Le Titulaire emploie la langue française dans tous ses échanges avec l'UCANSS et les organismes bénéficiaires, quel qu'en soit le support (documents, fiches techniques, modes d'emploi, rapports, bilans, livrables, factures, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

## **ARTICLE 35 - LITIGES**

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des marchés subséquents, la loi française est seule applicable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Si les parties ne sont pas parvenues à un règlement du différend soit par la voie amiable décrite aux 1 à 3 de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S., soit par le recours aux voies de règlement décrites au 4 dudit article 46, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents dans tous les cas par dérogation au 5 de l'article 46.

Pour les Caisses Nationales de Sécurité sociale, organismes de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 36 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.**

<b>Article du C.C.A.P.</b>	<b>Article du C.C.A.G.-F.C.S.</b>	<b>Objet de la dérogation</b>
Article 6	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 7.2	Article 3.7.2	Délai ouvert au Titulaire pour formuler des observations sur un bon de commande
Article 9.1	Articles 3.2.1 et 13.1.2	Délais de livraison
Article 10	Article 28.2	Délais de vérification des livraisons
Article 11.3	Article 10.2.4	Révision des prix
Article 17	Articles 12.1.3 et 12.1.4	Groupement d'opérateurs économiques
Article 26	Article 9.2	Assurance

<b>Article du C.C.A.P.</b>	<b>Article du C.C.A.G.-F.C.S.</b>	<b>Objet de la dérogation</b>
Article 30	Article 14	Pénalités
Article 31.5 Article 32.4	Article 42	Résiliation
Article 35	Article 46.5	Compétence des tribunaux judiciaires